Communiqué de la FSU – SNESUP, SNCS, et SNASUB – avant le congrès de l'Université Montpellier 2 du 3 avril

Le SNESUP-FSU, le SNCS-FSU et le SNASUB-FSU sont entièrement engagés avec les personnels dans les luttes actuelles contre les projets du gouvernement qui conduisent à la destruction de l'enseignement supérieur et de la recherche publique. Nous nous félicitons de la mobilisation, depuis maintenant neuf semaines, des enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs, personnels administratifs et techniques. Avec les étudiants, ils se battent pour un travail de qualité, mis à mal par la loi LRU et le Pacte Recherche et pour leurs revendications :

- le retrait du projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs et du projet de contrat doctoral,
- le retrait de l'actuel projet de réforme de la formation des enseignants et des concours, et l'ouverture de négociations pour une tout autre réforme
- la restitution des emplois supprimés y compris pour les chaires
- la définition d'un plan pluriannuel de créations d'emplois,
- l'arrêt du démantèlement des organismes de recherche

Face à cette forte mobilisation, Valérie Pécresse répond par le mépris vis-à-vis des syndicats et des associations en refusant d'ouvrir de réelles négociations sur les revendications des personnels. C'est à une délégation réduite de directeurs d'unité qu'elle vient de concéder des aménagements au système dit des chaires pour qu'il ne conduise plus à supprimer des postes dans les EPST. La situation montre que des avancées sont possibles. Il faut que nous tirions tous, organisations syndicales, laboratoires, directeurs d'unités et instances (conseils dans les universités et organismes de recherche) dans le même sens. D'où l'importance de la mobilisation du 2 avril et de la réunion du 7 avril des délégués de laboratoires.

A Montpellier 2, l'action des personnels est forte et différents modes de protestation ont lieu depuis le début du mouvement : manifestations, rassemblements, blocages du campus, de l'administration, ... Toutes les actions menées ont pour double objectif de démontrer aux ministères concernés la force de la mobilisation, et d'obtenir de la direction de l'université une prise de position claire, assumée et rendue publique, sur ces questions et leurs déclinaisons locales. **Face à cette situation, nous regrettons l'absence de communication de la part de la direction de l'université vers les personnels. Ce que nous demandons, c'est un positionnement clair de la direction en soutien aux revendications des personnels. A ne pas vouloir dialoguer ni s'exprimer, la direction risque d'être déconsidérée.**

Nous ne sommes pas favorables à des actions systématiques qui conduiraient à un enlèvement du mouvement, mais force est de constater qu'il a fallu bloquer l'administration pour que la direction réagisse en convoquant le congrès. Nous considérons la situation actuelle comme une réponse à une situation d'incompréhension qui doit être rapidement levée. La réunion du congrès de l'UM2 doit conduire à rétablir la confiance entre la direction de l'UM2 et les personnels et les étudiants. Nous pensons que cette démarche est la plus juste. Nous ne souhaitons la démission de personne, mais nous devons réclamer un positionnement de la direction en accord avec ce que demandent les personnels, présents en masse dans les manifestations, à moins de se discréditer. Auquel cas, il faudrait en tirer les conséquences.

Comment se déclinent les revendications nationales au sein de notre université ?

- **Les chaires université-organisme**

C'est le dossier le plus emblématique, celui pour lequel l'université doit prendre une position claire, mais surtout des décisions qui prouveront son engagement. Même si le mode de financement des chaires changeait, il n'en reste pas moins que ce dispositif est mauvais en soi. Il conduit à différencier des maîtres de conférence au moment du recrutement, entre des « bons » et des « moins bons » sur des critères apparemment élitistes fondés sur la recherche. Les « bons » ne feraient qu'un tiers d'enseignement, avec une superbe prime et un financement direct pour leurs travaux de recherche. C'est laisser la grande majorité des jeunes maîtres de Conférence avec des moyens insuffisants et des charges administratives et d'organisation écrasantes.

La plupart des instances de notre université, PFR (COPS et/ou CD), Fac des Sciences, IUT, CEVU se sont prononcés contre le recrutement de MC sur des chaires, reflétant ainsi la position majoritaire des personnels. Les chaires sont bien un dispositif qui détruit plus qu'il ne construit le rapport professionnel sur le campus. Le prix à payer pour leur mise en place, ce sont les conflits socio-professionnels dans nos laboratoires et dans les départements d'enseignement. Nous en voyons déjà les prémices. Aujourd'hui, plusieurs universités ont annoncé qu'elles refusaient les chaires (Paris 6, Paris 11, ENS-Ulm, et même Lyon 1, l'université du président de la CPU). Ne soyons pas les derniers ! Le refus des chaires ne conduit pas à perdre les supports de postes de MC qui seront

alors pourvus comme les autres. Si la plupart des revendications actuelles ne peuvent être débloquées que par le ministère, l'acceptation ou non des chaires est dans les mains de notre université.

Nous n'ignorons pas que quelques directeurs d'unité agissent en sous-main et poussent la Présidence à mettre en place des comités de recrutement de ces chaires refusées majoritairement par leur propre personnel dans les laboratoires. Se comportant ainsi en mandarins, ils rejettent les décisions de leur propre conseil, notamment ceux des PFR, et veulent que la direction de l'université applique la LRU en décidant contre les personnels.

En tant que syndicats, nous soutenons cette revendication des personnels, et nous demandons à chacun de prendre ses responsabilités, la direction en reprenant clairement la position majoritaire sur les chaires et les directeurs d'unité en se déclarant publiquement devant les PFR qui les ont refusées. Nous demandons à la direction de se positionner du côté de la majorité des personnels et des étudiants et non du côté de la minorité de quelques directeurs d'unité qui se leurrent en croyant augmenter le potentiel recherche de leur unité par le recrutement d'enseignements-chercheurs qui feraient le travail d'un chercheur !

- **La maîtrise de la formation des enseignants**

Après une mise sous pression exceptionnelle, du conseil d'administration début février, la non-remontée des maquettes, souhaitée par toutes les équipes pédagogiques qui travaillent dans ces formations, a été obtenue. Cette action commune à d'autres universités conduit les ministères à essayer de reculer sans vraiment renoncer à cette réforme. L'université doit se positionner en demandant le retrait de cette réforme et l'ouverture de vraies négociations sur la formation des enseignants, et en relayant cette position au Ministère et à la CPU.

- **Le passage aux compétences élargies de la LRU**

La gestion du personnel BIATOSS, et la réorganisation des services centraux, sont aussi au cœur de nos préoccupations. L'université souffre d'une pénurie de personnel dans ses services, reconnue par tous. Le ministère, dans le cadre de sa politique de suppression de postes, propose un outil –le « re-pyramidage »– que nous refusons catégoriquement car il détruira plus d'emplois de catégories B et C qu'il ne créera de postes de catégories A, en nous faisant croire que l'université y gagne. La transformation de catégorie C en A sans perte de poste n'est pas la meilleure solution. Dans tous les cas, l'université sera obligée d'externaliser ou de précariser des fonctions exercées jusqu'ici en interne. Il serait naïf de croire que l'externalisation conduira à des économies à long terme. Les compétences élargies se traduiront par la gestion locale, à moyens quasiment constants, de nombreuses missions que l'établissement ne peut actuellement gérer. C'est une perversité de plus de la LRU, à laquelle notre université pourrait opposer un refus fort et symbolique. L'université doit réclamer des créations d'emplois BIATOSS de toutes les catégories afin d'assurer l'ensemble de ses missions, et de résorber la précarité.

- **La collégialité ou la politique des indicateurs**

Au niveau national, l'AERES est aussi remise en cause par le mouvement en raison de l'opacité de la nomination de ses membres, de ses procédures, de ses critères, mais aussi de la dépréciation de l'évaluation collégiale par les pairs, au profit d'indicateurs, déshumanisés, manipulables, et souvent mal corrélés à la qualité réelle du travail réalisé. L'évaluation par les seuls indicateurs crée de plus de fortes disparités entre disciplines. Localement, la tentation de l'évaluation par les indicateurs paraît forte, pour évaluer les formations et les laboratoires, décider de la politique de recrutement et bientôt des primes d'excellence (ex-PEDR). Nous attendons que la direction de l'université remette l'évaluation collégiale au cœur des processus de prise de décision, et n'utilise les indicateurs qu'à des échelles globales pour l'aide à la décision politique et non pas au niveau des individus ou des petites structures qui demandent une évaluation plus nuancée.

+++++

En conclusion, nos revendications ne visent pas exclusivement les ministères qui mettent en place les réformes. Elles se déclinent aussi localement sur la vie de l'université et sa façon de s'approprier ces réformes. Des prises de positions claires, publiques, ancrées dans ce caractère local et relayées à l'extérieur de l'université, sont nécessaires et attendues depuis de trop nombreuses semaines. Elles devront se traduire dans les actes et les décisions prises, et s'accompagner d'un réel effort d'explication.

Enfin, c'est en rétablissant un climat de confiance sur le campus, que nous pourrions continuer à lutter ensemble contre les méfaits de la LRU. Cette loi est faite pour diviser les personnels. Nous assistons pour la première fois à des conflits qui ne sont plus dirigés seulement contre le gouvernement mais qui se dirigent contre nos propres instances issues de la communauté universitaire. Nous ne pouvons que le déplorer. C'est bien là un motif de satisfaction pour un gouvernement qui enclenche un processus de destruction de l'enseignement supérieur et de la recherche.